

non seulement pensé son plan d'aménagement, mais également de traduire toutes les aspirations des gens du territoire et que les gens du territoire comprendront qu'il y a un risque considérable à vouloir mettre de côté toutes les études et s'imaginer que la planification ou l'aménagement peut se faire uniquement par le bout du nez ou en improvisant.

Je crois que les deux éléments sont indispensables et doivent jouer leur rôle et que les hommes en place, en autorité, députés et autres, jouent véritablement leur rôle et participent avec les aménagistes à l'élaboration d'un programme susceptible de développer réellement la région. Nous avons beaucoup d'espoir dans l'élaboration de ce plan et nous espérons bien sincèrement qu'il recevra l'approbation des gouvernements fédéral et provinciaux et qu'il y aura des adaptations fort nombreuses pour développer l'économie de ce territoire.

Nous avons aussi une inquiétude que partagent tous les milieux périphériques, ou les régions moins bien favorisées, qui voient à l'heure actuelle les grandes concentrations économiques se faire loin de leurs territoires et qu'en relation avec les problèmes de l'agriculture, qui jadis faisait vivre son homme d'une façon autonome et qui aujourd'hui peut nourrir une trentaine de personnes, évoluant graduellement vers une orientation industrielle et commerciale alors que l'agrandissement nécessaire des terres, le meilleur emploi de la machinerie aratoire, libèrent un grand nombre d'employés agricoles qui ne peuvent trouver d'emploi dans nos régions et grandit le flot hémorragique qui s'en va vers les grands secteurs et prive notre milieu des éléments dynamiques pour le développement de notre territoire.

Nous ressentons une grande inquiétude parce que nous savons qu'à l'heure actuelle, les développements industriels se font en relation avec les grandes concentrations de population et que des universités se situent également dans les endroits où il y a des centres de recherche, accentuant ainsi cette migration des jeunes des milieux ruraux vers la grande ville, et posant de très grands problèmes.

On comprend que l'industriel n'a pas, lui, la responsabilité des problèmes sociaux qu'il pose mais, en définitive, cependant, à même ces impôts et cette contribution à la vie fiscale et économique du pays, il en paie cependant la note.

On peut se demander ce que ces forces économiques, laissées à elles-mêmes et tendant vers cette plus grande centralisation, entraînent comme problème social, économique, sur tous les plans La pollution de l'air, la pollution de l'eau, les coûts sans cesse croissants de l'expropriation dans les grands centres

pour la construction de routes, la circulation sous terre et dans l'air, enfin les entassements de population parfois mal préparée des milieux ruraux, dans les très grandes villes, qu'est-ce que cela entraîne comme problèmes sociaux et moraux? Quel en est le coût général, pour la société, et quel est aussi le problème sur la qualité de la vie ou la joie de vivre?

Devra-t-on, en définitive—c'est la question qu'on se pose dans les milieux ruraux—encourager le progrès là où il se trouve, là où il veut se faire, ou bien si l'on mettra un frein à cette hémorragie et si l'on tente de faire un équilibre économique mieux partagé à travers le pays?

Est-ce qu'en somme, pour corriger le problème du chômage des milieux ruraux, on encouragera uniquement une politique de mobilité de la main-d'œuvre? Est-ce que, à vouloir un meilleur équilibre économique à travers le pays, ce serait trop élever et taxer trop fort nos ressources humaines, nos ressources économiques?

● (8.40 p.m.)

Ce sont les questions qui se posent et ce sont les inquiétudes qui existent dans les milieux ruraux qui, pourtant, veulent bâtir, se développer.

L'abbé Pierre disait:

...qu'un monde gouverné en fonction du plaisir des heureux et non de la délivrance de ceux qui souffrent injustement est voué nécessairement à la haine.

On peut se demander ce que ce sentiment de frustration des milieux ruraux, vers cette migration constante de leurs forces vives, peut entraîner sur le plan politique pour l'avenir du pays.

Si quelques démagogues savaient vraiment capitaliser ces sentiments de frustration, ils nous entraîneraient parfois dans des aventures qui seraient lourdes de conséquences pour l'avenir du pays.

Je dis que, de toute façon, nous aurons à payer la note du progrès ou de la régression. Et dans mon esprit, la note de la régression, c'est de laisser les choses, selon le courant populaire, et ne faire rien pour rétablir cet équilibre économique auquel je faisais allusion tout à l'heure.

Il serait d'ailleurs fort intéressant d'avoir des statistiques exactes sur ce que j'appelle la note de la régression. Quel est le coût social et économique de cette migration de la jeunesse? Des gens, dans le langage populaire, en parlant de cette centralisation vers les grands centres, traduisent cette pensée en disant: «L'eau va à la rivière». Et les développements des grands centres invitent les gouvernements à investir les sommes d'argent nécessaires pour les travaux publics et autres